

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Paris 9 heures : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS
1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

paiera son terme à qui lui expliquera la loi sur les loyers.

a Peyntjeans

Le "journal inutile"

Comme je sais gré à M. Capus d'avoir écrit cette phrase ! Elle exprime si bien le contraire de notre pensée ! Elle résume avec tant de bonheur un état d'esprit déplorable — et que nous ne cessons de déplorer !

Cette fois, il s'agit du commandement de nos armées, et M. Capus s'étonne que de « simples pékins » se permettent d'avoir là-dessus un semblant d'opinion. D'ailleurs, ce n'est pas seulement leur incompetence qu'il raille ; l'aimable académicien a l'air de se représenter les opérations stratégiques comme un jeu de hasard surnaturel et terrible, dont les contingences échappent à toutes les prévisions.

N'est-ce pas une occasion nouvelle d'observer que le scepticisme véritable est presque toujours fataliste ? Ce n'est pas sur l'armée française toute seule que compte Alfred Capus pour « contraindre l'Allemagne à implorer la paix » ; il se fie bien plus aux « lois mystérieuses de la guerre ».

Personne, affirme-t-il, n'est qualifié pour substituer une hypothèse personnelle au secret enchaînement des faits.

Personne ? Quoi ! Pas même le généralissime ? Non, pas même.

Nous ignorons, dit Capus, nous ignorons. M. Clemenceau ignore, M. Maginot ignore. Moi, chétif auprès d'eux, j'ignore davantage encore. Le peu que le destin laisse apparaître, il le dévoile à nos chefs, non à nous...

Sans doute, Alfred Capus nous accorde que, dans ces ténébreuses infirmités, nos très grands chefs discernent bien quelque chose, mais si peu de chose ! Ils sont tout comme nous enveloppés par le « mystère » et menés par « le destin ». Ne cherchons pas à pénétrer le « secret enchaînement » des destinées. C'est écrit...

Eh bien ! non, quels qu'en soient l'agrément et la commodité, je ne puis me faire à cette conception turque de la guerre. C'est avec de pareils raisonnements qu'on justifie tous les abus de la censure, tous les excès de la dictature ; c'est ainsi qu'on accoutume un peuple à la plus funeste ataraxie. Rien à faire ! Rien à dire ! Tout ce que nous pourrions dire et faire ne changerait rien à rien ! Faisons-nous tout petits et tenons-nous cois, comme des moineaux pendant l'orage. Bien pénétrés de notre ignorance, de notre incompetence et de notre impuissance, contentons-nous d'attendre que l'heure de la victoire veuille bien sonner, un jour ou l'autre. Quant à croire que des chefs jeunes ou vieux en puissent décider, quant à prétendre qu'il nous est permis d'apprécier différemment leurs services et de témoigner à l'un plus de confiance qu'à l'autre, quel scandale, quel péril !

Evidemment, s'il pousse à ce degré l'humilité socratique et la résignation orientale, on conçoit sans peine que M. Capus trouve fort « mince » le rôle de l'écrivain en temps de guerre ; mais on s'explique moins aisément qu'il le tienne. Car enfin, s'il fait ainsi profession de tout ignorer, s'il ne sait rien, s'il n'a rien à dire, pourquoi diable publie-t-il encore un journal ?

Gustave Téry

La censure nous a priés de ne pas publier l'article du général Verraux.

Multiplions ! ET NOUS ?

Notre ministre de l'artillerie est un homme barbu dans le genre de saint Thomas : il ne croit qu'à ce qu'il touche. C'est un esprit positif. Devant notre grande soif de savoir si notre matériel de guerre est à la hauteur du courage de nos soldats et de la science de nos généraux, il s'est dit qu'il fallait nous donner, cette fois, non plus des phrases, des chiffres !

Mais comment nous livrer les chiffres sans les livrer aux oreilles ennemies qui nous écoutent ? Il s'est avisé d'un stratagème que n'eût pas répudié le subtil Odysseus, fils de Laërte. Il nous a dit officiellement, hier matin :

— Des obus de 75, mes amis, vous voulez savoir combien vous en avez ? C'est très simple : vous en avez trente fois plus qu'au début de la guerre. Des canons de 75 eux-mêmes, vingt-trois fois plus. Des canons lourds, également vingt-trois fois. Et des gros obus, quarante-quatre fois.

Puis il a regardé d'un petit œil malin du côté des Boches, qui allaient être attrapés. Trente fois, quarante-quatre fois, allez donc calculer, messieurs les Boches, combien ça fait ! Il faudrait connaître le chiffre initial...

Hélas ! ta ruse, ô fils de Laërte, pourrait bien être en défaut. Nous autres, Français profanes, nous ignorons le nombre de canons et d'obus que contenaient nos arsenaux au 1^{er} août 1914. Ce n'était pas notre affaire ! Mais une légion d'espions boches éprouvait, au contraire, une vive curiosité à cet égard. Il m'étonnerait qu'aucun d'eux n'ait réussi à s'en procurer le chiffre approximatif au temps de paix.

L'état-major tudesque n'a qu'à multiplier ce renseignement, vieux de deux ans, par trente ou par quarante-quatre, et il connaîtra le fond du sac de M. Albert Thomas mieux que nous !

Ne t'en alarme pas, ô saint Thomas ! ça n'aurait d'importance que si ton sac était vide ! Puisqu'il est bien garni, les ennemis ne le sauront jamais trop. Nous ne jouons pas au poker. Nous n'avons pas à bluffer, mais à agir.

Et savez-vous, vous tous, comment nous devrions marquer notre contentement au saint Thomas des munitions ? C'est en offrant tous, femmes et hommes, quatre heures par jour de notre temps aux usines ! L'Allemagne a mobilisé dans ses industries de guerre jusqu'aux fillettes de douze ans, jusqu'aux vieux de soixante. Notre grand peuple libre ne peut-il s'imposer spontanément l'effort auquel le kaiser assujettit ses esclaves ?

Qui n'a pas quatre heures de son temps à donner à la patrie ? Qui se déroberait à cette corvée sublime ? Personne, si on savait nous le demander.

Maurice de Waleffe

Les Communiqués

15 heures
Nuit calme dans toute la région de VERDUN.

Une attaque allemande qui se préparait hier, en fin de journée, vers nos positions de la cote 304, n'est pas sortie des tranchées. Les tris de barrage de notre artillerie et le bombardement dirigé par nos batteries du secteur voisin sur les colonnes ennemies rassemblées dans le bois de MALANCOURT, paraissent avoir fait avorter cette opération.

Aucun événement important à signaler sur l'ensemble du front.

23 heures

Entre OISE et AISNE, activité de notre artillerie sur les organisations ennemies de MOULIN-SOUS-TOUVENT et de NAMPCEL.

A l'ouest de la MEUSE, bombardement continu de la cote 304 et de notre front LE MORT-HOMME-CUMIÈRES.

A l'est de la MEUSE et en WOËVRE, activité moyenne de l'artillerie. Aucune action d'infanterie au cours de la journée.

Une de nos pièces à longue portée a livré sur la gare de NOVEANT-SUR-MOSELLE et sur le pont de CORNY (nord de PONT-A-MOUSSON). Un incendie s'est déclaré dans les bâtiments de la gare.

Journée calme sur le reste du front.

C'est entendu ! Les mobilisés dont le loyer ne dépasse pas six cents francs, mariés et pères de famille, ne paieront pas un sou à leurs propriétaires. Je leur envoie dès aujourd'hui mes plus sincères félicitations et je ne leur cache pas que je suis un peu jaloux de leur sort.

Jusqu'à présent, on pouvait espérer que ceux qui, depuis le premier jour, étaient sous les drapeaux et y sont encore n'auraient pas, après la guerre, la préoccupation de payer un passif qui s'accroît malgré eux. Bien sûr, les propriétaires ne peuvent pas tout perdre, mais, tout de même, nous ne pouvons pas tout payer non plus. Combien sommes-nous, médecins, avocats, peintres, sculpteurs, écrivains, artistes, qui, jeunes encore, gagnions notre vie, sans plus, avant la guerre ! Quinze cents francs, deux mille francs de loyer, ce n'est pas faire preuve d'un luxe débordant à Paris. Nous avions peut-être quelques sous d'économie à la mobilisation ; il y a belle lurette qu'ils sont mangés. Depuis dix-huit mois, nous n'avons pas gagné un franc ; nos femmes et nos enfants n'ont pas touché d'allocation, nécessairement, et, s'ils ont vécu, c'est grâce à l'obligance de parents ou d'amis qui ont bien voulu leur faire crédit sur leur bonne mine. Quand le père reviendra — s'il revient — il se remettra au travail et, pour reprendre sa place au soleil, ce ne sera pas si commode, puisque ceux qui sont restés chez eux se sont installés un peu partout avec l'intention de garder les situations que la guerre leur a procurées. Mais ne nous désolons pas ; nous retrouverons à peu près nos revenus d'avant-guerre, avec une situation obérée par des dettes à payer — c'est justice — et huit, dix ou quinze termes en retard. En admettant même une réduction, il faudra, pendant quelques années, ne travailler que pour son propriétaire. Vous m'excuserez, monsieur Cruppi, de ne pas trouver la loi d'hier extrêmement juste, toute juridique qu'elle soit.

Jacques Baudier

Propos d'un grincheux QUESTION D'ESSENCE

Avez-vous de l'essence à Paris ? Si vous n'en avez pas, je puis vous dire où vous en trouverez. Il y en a à Londres, à Newcastle, à Bergen, à Christiania, à Stockholm et même à Pétrograd. Il y en a dans toutes les villes où j'ai passé. Et Dieu sait dans combien de villes j'ai passé !

Pourquoi l'essence manque-t-elle à Paris et non pas à Londres, Christiania, etc., etc. ? C'est ce que je vous laisse à deviner. Quant à moi, je me sens incapable de trouver aucune explication. Le fait est que partout les taxi-autos semblent vouloir sans peine, bien qu'ils soient beaucoup plus vastes et confortables que nos vilaines petites boîtes rouges.

Je sais qu'en France on parle en termes obscurs du fret, et de l'encombrement du port de Rouen.

Mais les ports anglais ne sont-ils pas encombrés ? Des milliers de bateaux y débarquent chaque jour des cargaisons énormes.

Vous ne sauriez croire comme l'encombrement du port de Rouen, vu à une distance de deux ou trois mille kilomètres, paraît ridicule et sot.

Quoi ! un tout petit coin perdu sur la vaste carte est encombré, et trente millions d'hommes ne parviennent pas à donner un coup de balai ?

Vous me direz que ces trente millions d'hommes ont présentement d'autres soucis. Je le sais bien. Mais l'encombrement-du-port-de-Rouen est, qu'ils le veuillent ou non, un souci de plus, qui en aggrave beaucoup d'autres.

Si vous m'écriviez qu'il y a de l'essence à Paris, vous ne sauriez croire combien je serais content, moi qui pourtant ne reverrai ni les boulevards ni la gent acariâtre des chauffeurs avant de longs jours.

Albert Savarus

Notre enquête pratique sur la vie chère LE BŒUF DE GUERRE

Le public n'aime pas les chiffres : éplucher les livres de sa cuisinière est une fatigue que s'évite mainte bourgeoisie et, pour celle qui n'a pas de cuisinière, les comptes du boucher sont un insoluble problème. Mais le public a des gens qui chiffrant à sa place : la cuisinière compte pour sa maîtresse et le boucher calcule pour la ménagère.

Pour moi qui ne suis pas ici pour faire danser l'anse du panier ni pour vendre de la réjouissance, j'en demande pardon au public, mais je vais lui présenter des chiffres. Tous les économistes jugent, en effet, selon la loi de l'offre et de la demande. La hausse des prix d'une denrée s'explique donc par le fait que la consommation est supérieure à la production. En est-il ainsi dans le problème de la viande chère ? En d'autres termes, les arrivages de bœuf ont-ils été suffisants depuis le commencement de la guerre ?

Voici un tableau de chiffres qui vous renseignera mieux que moi si vous voulez le lire :

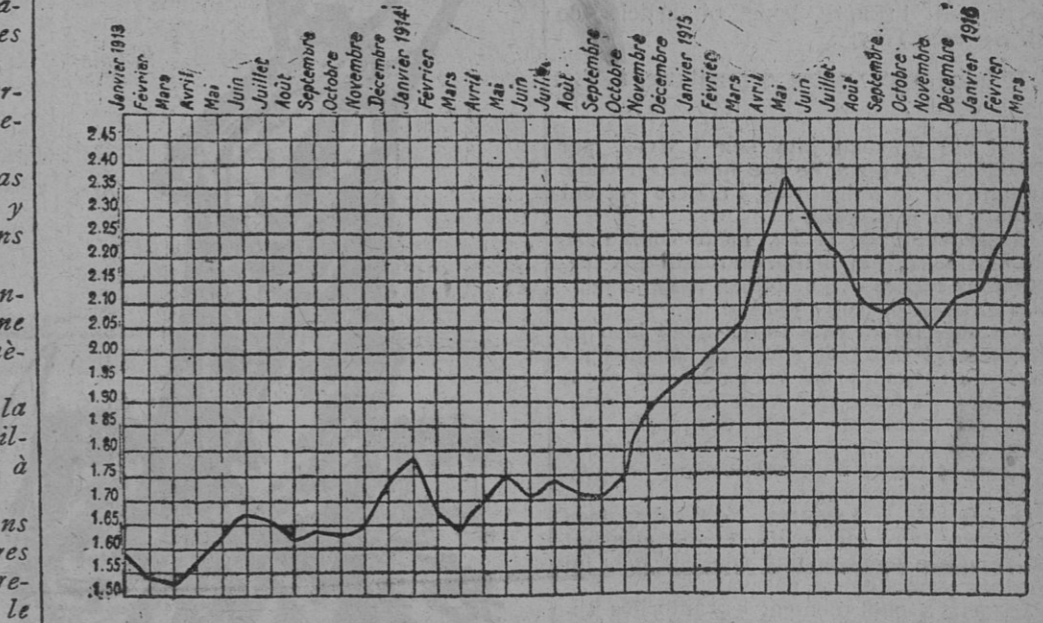
MOIS	BŒUFS			
	1913 Arriv. Prix	1914 Arriv. Prix	1915 Arriv. Prix	1916 Arriv. Prix
Janvier	47.485.458	47.812.78	43.570.156	46.469.42
Février	45.404.438	45.308.157	42.825.02	43.266.24
Mars	45.744.52	45.525.64	43.422.06	46.403.20
Avril	44.763.67	45.259.70	41.737.93	»
Mai	44.968.102	45.136.175	42.330.37	»
Juin	47.884.67	49.570.171	40.072.23	»
Juillet	46.082.66	30.140.74	9.588.23	»
Août	45.802.62	6.720.72	12.267.42	»
Septembre	48.604.64	7.775.71	43.662.69	»
Octobre	45.884.68	40.591.75	44.352.11	»
Novembre	47.110.61	13.443.88	46.445.64	»
Décembre	48.164.74	15.533.92	45.907.41	»
	202.760.1.621.75	144.1.75	155.332.44	2.24

MOIS	VACHES			
	1913 Arriv. Prix	1914 Arriv. Prix	1915 Arriv. Prix	1916 Arriv. Prix
Janvier	7.698.158	7.533.180	6.136.196	8.433.42
Février	6.844.34	7.091.189	7.364.02	6.494.24
Mars	7.817.32	8.511.65	7.572.06	6.332.33
Avril	7.003.61	6.363.171	6.658.23	»
Mai	6.632.64	6.850.176	6.909.37	»
Juin	8.473.171	8.147.73	6.414.23	»
Juillet	8.368.468	8.969.174	7.523.22	»
Août	7.735.64	2.490.169	7.823.12	»
Septembre	9.314.66	4.697.171	6.610.09	»
Octobre	9.076.161	5.884.176	7.091.41	»
Novembre	7.816.74	8.412.88	8.082.64	»
Décembre	8.764.176	8.401.92	8.028.11	»
	95.218.1.64	82.698.1.75	86.018.43	»

TAUREAUX

MOIS	TAUREAUX			
	1913 Arriv. Prix	1914 Arriv. Prix	1915 Arriv. Prix	1916 Arriv. Prix
Janvier	1.984.42	2.277.151	1.865.80	2.236.01
Février	1.845.14	1.951.144	2.171.94	2.044.10
Mars	1.961.39	2.438.140	2.658.93	2.290.22
Avril	1.944.14	2.194.142	2.168.02	»
Mai	2.251.45	2.476.45	2.012.15	»
Juin	2.193.12	2.815.41	1.800.45	»
Juillet	2.369.140	2.814.13	1.415.08	»
Août	1.639.136	505.37	1.630.03	»
Septembre	1.032.38	1.001.44	1.391.38	»
Octobre	1.902.40	891.56	1.347.97	»
Novembre	1.844.49	1.631.68	1.456.92	»
Décembre	2.173.50	2.211.74	1.692.38	»
	24.002.1.40	22.753.49	21.556.91	2.14

Ce tableau, à lui seul, dénonce et prouve la spéculation. Jamais il n'y eut, à Paris, autant de viande à proportion du nombre d'habitants que depuis la guerre. Pour le bœuf, la diminution des arrivages, qui est sensiblement d'un



quart, ne porte que sur la belle viande — celle que consomme la clientèle riche. Et c'est dans cette catégorie que les prix ont subi le moins de hausse. Mais, pour la viande de vache ou de taureau qui se consomme dans les faubourgs, les arrivages n'ont presque pas diminué — 10 à 12 0/0 en moyenne — alors que les prix n'ont cessé de s'élever.

Recevons-nous assez de viande à Paris ? Mon tableau répond à cette question d'une façon nette. Dans le premier trimestre de guerre, nous mangions, en moyenne, 7.000 bœufs, 8.500 vaches et 1.800 taureaux par mois ; au total : 17.300. Il arrive actuellement au marché 16.500 bœufs, 6.500 vaches et 2.200 taureaux ; au total : 24.700.

Le nombre de Parisiens mobilisés a-t-il diminué depuis le début de la guerre ?

En août-septembre 1914, le bœuf et la vache valaient en gros, 16 sous 1/2 la livre, le taureau 13 à 14 sous ; on le paie maintenant 23 sous !

Le graphique ci-dessous montre que cette hausse a été presque continue. Et il fait voir aussi qu'à aucun moment les prix n'ont été en rapport avec les arrivages. Qu'il y ait eu peu ou beaucoup de viande au marché, nous l'avons toujours payée de plus en plus cher. Car nous avons connu cette situation paradoxale d'avoir des vivres en abondance et de pratiquer des prix de famine.

Cela ne tient pas, comme je le ferai voir, à ce que les intermédiaires de la Villette ont accru leurs bénéfices, mais à ce que des mesures administratives et gouvernementales — je dirai lesquelles — ont faussé le jeu du marché.

La Villette, en effet, a toujours été le régulateur des prix et ses cours servent de base aux transactions sur toutes les foires de France. Voici pourquoi : la Villette, dont l'organisation, régie par des ordonnances de l'Empire, est assez compliquée, forme un marché franc sur lequel tout éleveur peut vendre ses animaux, soit en les présentant lui-même, soit en les confiant à un commissionnaire ; de même le boucher peut y venir acheter directement ou par l'intermédiaire du chevallier.

Mais, si les bétailiers ont toute facilité d'entrer à la Villette, ils n'ont pas la liberté d'en sortir ; car tout animal amené sur le marché et invendu est « marqué de renvoi » par le service sanitaire, parqué à part et doit être présenté à nouveau sur le marché suivant, pour y être vendu, quel que soit le prix offert. Cette règle administrative sur laquelle on a beaucoup discuté, a pour effet de lier les cours les uns aux autres. Il y a, en effet, chaque semaine, à la Villette, deux séances complémentaires : le gros marché du lundi et le petit du jeudi. Supposons, un lundi, 400 bœufs de renvoi, ce qui est une grosse ménagerie ; à deux heures et demie, l'inspecteur du marché fait afficher ce chiffre « au tableau » et, cinq minutes après les commissionnaires font queue au poste télégraphique du marché pour aviser leurs clients de province, dont les envois étaient annoncés, que 400 invendus pèseront sur les cours du mercredi et qu'il y a avantage à différer les expéditions. En ajoutant à ces premiers renseignements les mercuriales publiées par les journaux, l'éleveur sait donc, le mardi matin au plus tard, s'il a profité ou non à embarquer ses bestiaux pour la Villette ou à les diriger sur le marché voisin. Il s'est établi ainsi par un long usage des relations si rapides qu'on peut constater le phénomène suivant : les cours des foires de province sont invariablement et à toute époque les mêmes que ceux du

marché de Paris, diminués ou accrus des frais de transport. C'était donc en adaptant le marché de la Villette aux conditions de la guerre, que le gouvernement devait chercher le principe d'une organisation de lutte contre la vie chère. Je dirai, demain, comment il s'est acquitté de son rôle. (A suivre.)

Louis Carné

L'Angleterre et les Dominions

Entre autres vérités que la guerre nous aura enseignées, celle-ci mérite d'être dégagée, que, désormais, l'Angleterre sera pour nous l'Empire britannique.

Le temps est loin où, jaloux d'entretenir l'apparence d'une rivalité factice entre Anglais et Russes en Asie, Disraeli, en face de l'empereur de toutes les Russies, faisait ceindre à la reine Victoria la couronne d'impératrice des Indes. Depuis 1877, la concurrence anglo-russe en Asie a cessé de paraître, sauf à quelques vétérans assoupis dans les chancelleries, l'un des conflits dangereux pour la paix du monde. Edouard VII, grand Anglais et bon Européen, a posé ses corrections personnelles sur cet antique cliché.

Puis l'empire anglais a pris un caractère nouveau ; il n'embrasse plus seulement des « dépendances », des « colonies de la Couronne », qui sont, sous des formes diverses, des administrations métropolitaines ; il est devenu, ainsi que le disait un jour le Premier canadien, sir Wilfrid Laurier, une constellation de nations libres : *a galaxy of free nations*.

Ces nations, si vaillamment serrées en ce moment autour de la nation-mère, sont les dominions d'outre-mer : Canada, Afrique Australe, Commonwealth australien et Nouvelle-Zélande. Ces sociétés jeunes s'accommoderaient impatiemment des routines de nos vieux pays ; elles sont pleines de vigueur, elles sont très libres de traditions et tous leurs citoyens sont des ancêtres. On ne les comprend pas, si l'on veut leur parler un langage autoritaire et désuet.

L'Angleterre même en a fait l'expérience, parfois difficile. On n'a pas perdu au Canada le souvenir de tel grand chef militaire, venu de Londres, qui avait dû repasser l'Atlantique assez vite parce qu'il n'avait pas assoupli ses théories aux ambiances du Nouveau-Monde. Aujourd'hui, l'Angleterre et les dominions ont fini ce que l'on appelle leurs classes mutuelles ; la guerre démontre comment le faisceau de leurs libertés est une arme nationale bien trempée.

Les Australiens et Néo-Zélandais se sont distingués sur le front du Levant ; les Canadiens, dans les terres lourdes de Flandres ; les Afrikaners de Botha ont conquis le Sud-Ouest allemand et commencé à chasser l'ennemi de sa dernière colonie africaine. M. Hughes, Premier d'Australie, est chaleureusement accueilli et très attentivement écouté à Londres. Lors de la prochaine conférence économique des Alliés, qui doit se tenir à Paris, « le gouvernement britannique ne prendra aucune décision sans avoir consulté les gouvernements des dominions ».

Ainsi s'exprime, dans une communication officielle récente, M. Bonar Law, secrétaire d'Etat aux colonies. Londres considère comme tout à fait normales des délibérations engagées au Parlement de Capetown sur le régime commercial de l'après-guerre ; les citoyens afrikaners de la *Greater Britain* ont là-dessus leur mot à dire comme ceux de la métropole ; chacun des dominions, dans l'Empire britannique, est maître chez soi ; chacun est un associé dans l'Entente.

Les Anglais et les Alliés sont en cours d'apprendre comment cette liberté peut n'exclure pas l'ordre, la cohésion des mouvements et l'invincible concert des volontés ; c'est là, dans l'histoire des hommes, un grand progrès qui point.

Louis Bacqué

Les caprices d'Anastasie

Nous lisons dans le *Petit Haut-Marnais* du 7 avril :

Mercredi matin, des ordres sont arrivés à Langres pour saisir à son arrivée en gare le journal *l'Œuvre*, pour un article de M. Gustave Téry ayant pour titre «...»

Nous lisons dans *En Avant* du 9 avril : Mercredi matin, des ordres sont arrivés à Langres pour saisir à son arrivée en gare le journal *l'Œuvre*, pour un article de M. Gustave Téry.

D'autre part, notre dépositaire à T... nous écrit :

J'ai été prévenu hier soir 6 avril, par un agent, d'avoir à ne pas mettre en vente aujourd'hui le numéro de *l'Œuvre* portant la date du 6 courant.

Respectueux de la loi, même lorsqu'elle est arbitraire, j'ai délégué ce matin aux instructions reçues et j'ai refusé toute la journée la vente de votre journal.

J'ai cherché en vain ce qui avait bien pu motiver cet ordre de saisie et j'ai bien remarqué l'absence de la manchette et la réduction du texte que vous mettez d'ordinaire en regard de votre titre, mais, toujours respectueux de la loi, même lorsque ses conséquences sont arbitraires, j'ai continué à obtempérer.

Or, ce soir à 6 heures, c'est-à-dire trop tard pour faire ma vente, le même agent est venu me montrer une nouvelle note lui donnant ordre de ne pas saisir.

J'ignore à quel moment les autorités supérieures ont été avisées de cette décision, mais je crois que, si on avait mis autant d'empressement à annuler un ordre que l'on en met d'habitude pour l'exécuter, on m'aurait évité, ainsi qu'à mes confrères, une mévente inutile et, à *l'Œuvre*, un préjudice beaucoup plus considérable.

Il serait donc à désirer qu'à l'avenir on joue avec moins de désinvolture des intérêts qui sont ainsi lésés.

Hors d'Œuvre

Le charretier embourbé

Je ne connais rien de plus bête que cette parole proposée ce matin à notre admiration par un de nos confrères :

« Les pessimistes sont des gens qui regardent tourner le monde, alors que les optimistes le font tourner. »

On pourrait dire tout le contraire. Ce ne serait d'ailleurs pas plus exact. Le monde tourne tout seul.

Mais il faut en finir avec cette plaisanterie qui consiste à diviser les Français en deux catégories : d'un côté les optimistes, purs patriotes ; de l'autre les pessimistes, traîtres à la patrie.

Il est un optimisme maléfisant. Il est un pessimisme fécond.

Optimistes, ceux qui avant la guerre ne voyaient pas chez nous les Prussiens masqués ; ceux qui, depuis la guerre, n'ont jamais voulu voir venir les Allemands démasqués ; ceux dont nulle inquiétude n'a jamais troublé la digestion ; ceux qui ont cru remplir tout leur devoir en se bornant à dire : « On les aura ! » ; ceux qui, si les Boches étaient à Paris, se réjouiraient en disant : « Ils ne sont pas encore à Marseille ! »

Pessimistes, ceux qui depuis des années ont dénoncé le mortel danger. Pessimiste l'homme qui a osé s'apercevoir que nous n'avions pas assez de canons ni de munitions. Pessimistes, ma foi, comme ceux qui en 1789 se sont aperçus que tout n'allait pas pour le mieux sous le meilleur des rois, comme ceux qui en 1793 ont déclaré la Patrie en danger.

Il y a deux écoles de charretiers embourbés : celui qui s'assied à côté de sa voiture avec l'idée que tout marche très bien, que la roue va sortir toute seule de l'ornière, que le ciel déléguera un envoyé spécial pour lui donner un coup de main ; celui qui, en jurant, en saignant, en maudissant l'administration des ponts-et-chaussées, donne un bon coup de fouet à sa rosse et pousse lui-même à la roue.

C'est une question de tempérament. Soyez optimistes ou pessimistes : mais poussez à la roue et fouettez la rosse, de toutes vos forces.

ZETTE.

Statistique

Un journal pédagogique, *L'Instituteur Français*, nous donne les résultats obtenus par les « bataillons d'adolescents parisiens », formés par une société de préparation militaire.

Ces bataillons comprennent treize mille adolescents, âgés de douze à treize ans ; au cours de leurs marches militaires du jeudi, ils ont déjà parcouru huit cents kilomètres.

Or, *L'Instituteur Français*, ayant fait un calcul facile, constate avec fierté que ces treize mille volontaires, en totalisant les parcours effectués par chacun d'eux, ont couvert, en tout, plus de dix millions de kilomètres, c'est-à-dire plus du quart de la circonférence terrestre.

Notre confrère s'exagère certainement la valeur, au point de vue militaire, d'une performance ainsi calculée. Et il obtiendrait un nombre de kilomètres beaucoup plus impressionnant en totalisant les parcours effectués chaque matin par les ménagères françaises qui vont faire leur marché.

Après le bombardement

On nous communique deux cartes postales illustrées, éditées à Châlons-sur-Marne, et représentant des tas de moellons calcinés.

Elles portent cette légende :

BOUY (MARNE)

Ce qu'il en reste après le bombardement

Ces cartes sont visées par la censure et

portent ainsi l'estampille de la vérité officielle.

Les réfugiés de Bouy (Marne), ayant connaissance à Paris de ces cartes postales, ont tout lieu de croire que leurs demeures sont anéanties et doivent juger inutile de réintégrer leur village.

Rassurons-les.

Jamais Bouy n'a été bombardé. L'école, la mairie, les villas et maisons (à part les deux immeubles que représentent les clichés) sont absolument intacts.

Les deux maisons représentées sur l'image ont été brûlées par les Boches lors de leur passage, à l'époque de la bataille de la Marne.

Preuves nécessaires et suffisantes pour qu'un éditeur peu scrupuleux annonce la destruction de tout un village sous les obus allemands.

Il existe cependant des pénalités pour les éditeurs de fausses nouvelles.

Pour ceux de la classe 18

Un certain nombre de jeunes gens de la classe 18 nous écrivent qu'ils désirent vivement devancer l'appel au moyen d'un engagement volontaire.

Mais ils sont en instance de bachot, et leurs parents leur disent : « Tu t'engageras quand tu seras bachelier. Il serait déraisonnable, pour partir quelques mois plus tôt, de perdre le bénéfice de ta préparation et de longues années d'études. »

Or, la prochaine session du bachot est en juillet. Ne pourrait-on instituer, en avril, une session spéciale pour les jeunes gens désireux de s'engager ?

C'est ce qu'on avait déjà fait, sauf erreur, pour les bleuets des classes 16 et 17.

Du « Bulletin des Armées »

Notre grand magazine officiel et militaire publie aujourd'hui deux articles sensationnels.

Le premier est ainsi intitulé :

« QUI A VOULU LA GUERRE ? »

Et le deuxième :

« QUE PENSEZ-VOUS DE LA FRANCE ? »

On peut s'étonner que le *Bulletin des Armées* en soit encore à poser ces deux questions.

Mais il publie un troisième article plein d'originalité. En voici le titre et le début :

LOU BENTRÉ DI CANCALOU

Cancalou pla blassat dins las attacos de Verdun, habio esta fat prissonnié de guerro.

Lous médécins boches l'an soigné. Mais ün cop lou bentré de Cancalou petassat, l'ün des médécins crédét :

— « Boun Diou, mal lunettes ! »

Eroun demourados dins las tripos de Cancalou. Cailho lou durbi...

et ainsi de suite.

Il faut espérer que l'administration fera distribuer des lexiques provençaux ou auvergnats aux malheureux poilus qui entendent seulement la langue d'oïl.

Ils seront heureux de savoir, eux aussi, comment « lous lounettes de los médécins boches eroun demourados dins las tripos de Cancalou ».

Des hangars 1

Des bâtiments 1

A Joigny (Yonne), il y a un régiment d'artillerie lourde. Ce n'est pas un secret militaire.

Ce régiment est en garnison dans la ville depuis une date assez récente.

Or, dès 1912, on avait commencé à construire la caserne. Le 2 août 1914, les bâtiments étaient presque achevés, et il n'y avait plus à terminer que quelques aménagements intérieurs pour les rendre habitables.

Mais l'administration veillait. Au lieu de poursuivre l'achèvement des travaux

(il y en avait bien pour un mois) on construisit d'immenses hangars démontables.

Les avantages de ce système sont évidents : grosse dépense inutile pour une installation provisoire ; bien-être et hygiène des hommes qui, au lieu d'être logés dans un immeuble confortable et définitif, sont parqués sous des hangars où il y aura +30° en été et -10° au cœur de l'hiver ; où, en outre, l'eau circulera sous les lits à la suite des fortes pluies.

On se demande qui a l'entreprise des hangars démontables...

Simple oubli

Un de nos lecteurs nous fait un reproche justifié :

« Pourquoi *l'Œuvre* du 5 avril, en citant les principaux saints du mois (Gautier, Jules et Anastasie) a-t-elle oublié saint Fulbert qui se fête le 10 avril ? »

C'est un simple oubli. L'oncle d'Héloïse a droit à une place d'honneur dans cette hagiographie spéciale.

Le coq symbolique

Sur l'église américaine de l'avenue de l'Alma, il y a un coq qui a pour fonction d'indiquer la direction du vent.

Or, depuis deux mois, ce coq ne tourne plus. Ou plutôt, de quelque côté que souffle le vent, il est tourné vers l'Angleterre.

Est-ce un symbole ? Est-ce une attitude ? Est-ce simplement une indication ?

UNE PRISE D'ARMES

Une prise d'armes a eu lieu hier après-midi dans le cour d'honneur de l'Hôtel des Invalides. Le général Cousin a remis la croix de commandeur de la Légion d'honneur au capitaine de vaisseau Grandclément, qui commande un régiment de canonniers marins, en ce moment sur le front ; onze croix de chevaliers de la Légion d'honneur, deux cent une médailles militaires et dix-huit croix de guerre.

Premier résultat

M. Pralon a gaffé ; M. Pralon est débarqué.

Il a du moins été relégué au second plan par l'assemblée générale qui vient de se réunir rue de Madrid, au siège social du *Comité des Forges*.

Depuis la mort de l'ancien ministre Guillemin, qui présidait la grande association des métallurgistes, elle n'était plus dirigée et représentée que par le vice-président Pralon, assisté du secrétaire général Pinot.

Nos maîtres de forges ont compris qu'il était temps de mettre à leur tête un homme plus clairvoyant et plus pondéré ; ils ont choisi M. Charles Laurent, premier président honoraire de la Cour des Comptes.

Si ce choix signifie que le *Comité des Forges* va renoncer aux paradoxes économiques de M. Pralon et Pinot, *l'Œuvre* ne peut que se réjouir du changement — et se féliciter de l'avoir rendu nécessaire.

Rejet du pourvoi de Condojanis

L'espion grec Condojanis, courtier en épices, boulevard Haussmann, condamné à mort par le troisième conseil de guerre, pour crime de haute trahison, ayant vu son pourvoi en cassation rejeté dernièrement, cette fois en révision.

Le conseil de révision, siégeant au Cherche-Midi, sous la présidence du général Cousin, vient à son tour de rejeter son pourvoi.

Il ne reste plus au condamné à mort, pour éviter le châtiment suprême, que la clémence du président de la République. C'est pour solliciter celle-ci que M. Vitteau, défenseur de l'espion, a demandé à être reçu par le chef de l'Etat.

LA MAIN QUI EXEMPTÉ OU LE PROCÈS

Laborde, Lombard, Garfunkel et Cie

Il y a deux Hénard, l'adjudant et le cuirassier, l'accusateur et l'accusé. Ce fut hier l'audition du premier. On eut son rôle. Il fut le faux client de l'agence Lombard et permit, par son propre cas, de faire éclater la complaisance et la vénalité des associés. Un seul avocat « cuisine » le témoin. C'est M. Lagrange, qui s'informe d'une infinité de petits événements concernant le témoin, l'accusé Coumoul et une dame Ambronny. Ses propos finissent par arracher à M. Albert Bérard ce cri angoissé :

— Pardon, confrère, mais je suis l'avocat de Coumoul et je commence à m'inquiéter de vos questions.

On apprend toutefois — et ceci est intéressant — que l'adjudant Hénard est le beau-frère de l'inspecteur de la Sûreté Simon qui dirigea l'enquête. On apprend encore que le témoin regu de l'autorité militaire 160 francs pour « payer » Lombard et ses amis. Pour le surplus, l'adjudant Hénard ne fait que confirmer le rapport Bouchardon.

Les autres témoins entendus hier n'apportèrent nulle importante révélation. Une infirmière confirma qu'on savait le champagne au 27 et qu'on y dégustait le pernod. Le commandant Schmitter déclare que Laborde lui était apparu comme un major plutôt trop sévère (il se faisait une réputation sur ceux qui ne versaient rien).

Le docteur Truffier, inculpé, mais séparément, et dont le procès viendra plus tard, se borne à quelques déclarations dénuées d'intérêt. Il est venu reconnaître les lieux.

Un dentiste paraît, dont il est impossible de savoir la nationalité. Il n'en a pas : il est, et n'a pas l'air de s'en douter, un *heimatlos*. Son témoignage, d'où il résulte que Lombard lui soustra de l'argent, provoque souvent le rire. Les *heimatlos* sont rigolos.

Deux boy-scouts ne font qu'une courte apparition. Nul ne saura ce que leur fit Lombard, chacun s'accordant à ne le leur pas demander.

Les témoins essentiels sont maintenant passés. Que vont bien pouvoir dire les deux cents qui restent ? Car on a cité de nouveaux.

Notules pour M. Jules Gautier

Du côté de la barbe est la toute-puissance...

La hart. — Une ordonnance de Charles IX, en date du 10 septembre 1563, décide que toutes personnes qui imprimeront des livres interdits par l'Index — (tels que les œuvres de Marot, de Rabelais, et la *Bible* de Robert Estienne), seront « pendues ou estrangées ».

Censure boche. — Au XVIII^e siècle, un libraire de Munich ayant fait venir de France la *Quisnère bourgeoise*, le censeur du royaume de Bavière y vit « une recette pour apprêter les carpes au gras » qu'il estima subversive, et il confisqua le livre comme « immoral et irréligieux ».

Censure théâtrale. — En 1820, un auteur, d'ailleurs médiocre, nommé Néponcène Lemerrier, fit représenter une tragédie en un acte et en prose intitulée : *Dame Censure, fille du Souppon et de la Peur*. Les personnages étaient l'Orpècle, l'Intérêt, l'Hypocrisie et l'Ignorance, père et mère des Vices et Ridicules protégés par la Censure ; M. Mille-Eil, dit de l'Espionnage, cousin de la Délation et de la Calomnie.

Barbe et Censure. — En 1826, l'auteur d'un vaudeville ayant parlé d'une barbe de capucin, la censure théâtrale ordonna le remplacement de cette salade par une autre salade, « attendu qu'il ne faut pas plaisanter la religion ».

Censure et logique. — Lors d'un Congrès pour l'avancement des sciences sociales, tenu à Berne en 1865, un des membres apprit à ses collègues que la *Gabrielle* d'Augier avait été interdite en Hollande comme immorale.

Or, cette pièce avait obtenu à l'Académie française un prix de vertu.

Ses ancêtres

Négligeons Gautier d'Antioche, le chroniqueur ; Gautier d'Arras, le trouvère, et Gautier de Metz, et Gautier du Lys d'Arc.

Négligeons la dynastie des Gautiers, comtes de Brienne, dont l'un, Gautier III, fut roi de Sicile et duc de la Pouille.

Négligeons l'apothicaire-poète Gautier d'Avranches, qui composa une Pastorale sur « l'union de l'amour et de la chasteté ».

Négligeons la jacquerie des Gautiers, paysans normands, réprimés et défaits près d'un petit village du Perche nommé Conneaux.

Négligeons Albin Gautier, chimiste du second Empire, lequel démontrera que la salive humaine contient un venin analogue à celui des serpents.

Et ne retenons de tous ses aïeux que le prieur Gautier. Cet homme vénérable vécut à la fin du douzième siècle. Il persécuta la liberté de penser en la personne d'Abelard, qu'il dénommait « le labyrinthe de l'hérésie ». On sait qu'Abelard eut des ennemis... Pour ennuoyer Abelard, le prieur-censeur Gautier usa de ciseaux.



— Tu as raison... les premières commencent à se gâter...

A la Chambre L'indemnité aux propriétaires

Plus on avance dans la discussion du projet sur les loyers, plus on rencontre d'obstacles. Les difficultés surgissent à chaque article, et le débat est de plus en plus aigre.

Jusqu'ici, le gouvernement a fait accepter son texte : résiliation des baux, réductions et exonérations.

Mais il trouve maintenant une opposition plus solide et plus tenace en ce qui concerne l'article 16 instituant l'indemnité aux propriétaires.

Malgré les efforts méritoires de M. Viviani, la Chambre n'a pas voulu, hier, terminer le débat sur ce point ; elle a décidé d'examiner aujourd'hui encore cet article qui trouve contre lui, dressés avec force, les députés de l'extrême gauche et du centre.

Pour la clarté de ce compte rendu, nous mettons le texte de l'article sous les yeux de nos lecteurs :

Dans le département de la Seine, ainsi que dans le département de Seine-et-Oise, mais seulement (en ce qui concerne ce dernier) pour les communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, il est accordé, à tous les propriétaires des logements visés dans l'article 14, deux cinquièmes du montant des loyers échus et impayés depuis l'ouverture des hostilités, ainsi que des loyers à échoir pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui en suivront la cessation fixée par décret, sous la double condition que ces propriétaires :

- 1° Renonçant à leur droit d'administrer la preuve contraire, et s'abstenant de toute action du chef de ces loyers contre leurs locataires, leur donneront quittance définitive du surplus ;
 - 2° S'engageront à maintenir leurs locataires en jouissance pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui en suivront la cessation fixée par décret.
- La moitié des dépenses qui en résultent sera supportée par l'Etat, et l'autre moitié par le département de la Seine et celui de Seine-et-Oise, mais seulement (en ce qui concerne ce dernier) pour les communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon. Les crédits nécessaires seront inscrits obligatoirement au budget de ces deux départements qui en supporteront la charge avec le concours de la Ville de Paris et des communes intéressées.
- Dans les autres départements, les mêmes propriétaires, sous les mêmes conditions, recevront de l'Etat un cinquième de leurs loyers échus ou à échoir, sous réserve de la faculté pour ces départements de prendre à leur charge, avec ou sans le concours des communes, le paiement d'une somme qui ne pourra excéder la contribution de l'Etat.

Cet article pose nettement le principe de l'indemnité aux propriétaires ; c'est un des points culminants de la loi ; c'est même le plus important, puisque M. Viviani a déclaré hier que, si la Chambre le rejetait, elle mettrait toute la loi en péril.

Les socialistes sont les adversaires déterminés de ce principe. Ils ont trouvé la collaboration d'un représentant éminent du centre, M. Beauregard, qui soutient, aux lieu et place de l'indemnité, le système de la caisse mutuelle des propriétaires alimenter par les propriétaires ayant touché leurs loyers. La répartition se ferait entre tous les propriétaires.

Dans l'esprit de M. Beauregard, cette répartition indemniserait les petits propriétaires et ne coûterait rien à l'Etat.

Les socialistes s'y sont ralliés.

Voici l'argumentation des socialistes exposée par M. Laval.

Cet article 16 assure la défense des grands propriétaires. Il institue deux législations : une pour Paris, une pour la province. Il consacre un principe d'injustice, parce qu'il crée un privilège pour les propriétaires.

Vous ne pouvez admettre qu'une indemnité sera payée par l'Etat et par les départements aux propriétaires qu'autant que vous aurez posé le principe de la solidarité nationale que, dans tous les domaines, vous devrez réaliser.

Il ajoute, essayant ainsi de toucher le sentiment électoral des députés ruraux :

Comment pourriez-vous, après le vote de l'article 16, expliquer à nos paysans que leurs impôts accrus serviraient à assurer les revenus des propriétaires insatiables ?

Mais pour les députés des villes et des régions envahies, voici l'autre argument :

Si vous posez le principe de la solidarité sociale avant la fin de la guerre, que répondrez-vous aux ouvriers, aux commerçants, aux industriels, qui vous diront : « Puisque vous avez accordé un privilège aux propriétaires, nous voulons, nous aussi, être indemnisés de nos pertes ? »

Les détenteurs des valeurs mobilières, ceux qui exercent des professions libérales, se retourneront aussi contre vous ; que leur répondrez-vous ?

Ils sont nombreux, les représentants parmi nous des départements meurtris ; ils savent qu'on n'a pu parvenir encore à assurer le paiement de cette dette sacrée.

Que penseront ces collègues quand ils verront que nous indemnisons les propriétaires dont les immeubles restent debout, alors que nous ne faisons rien pour ceux qui ont tout perdu ?

Enfin, a dit M. Laval, on prétend légiférer en faveur des petits propriétaires ; mais qu'on ne s'y trompe pas : petit loyer ne veut pas dire petit propriétaire. Les grands propriétaires sont nombreux qui ont des maisons à petits loyers. Donc ce sont eux qui bénéficieront de l'indemnité.

Voici maintenant l'argumentation de la commission et du gouvernement :

Au nom de la commission du budget, M. Abel déclare que le système de la répartition est impossible parce qu'il créerait un précédent dont pourraient se réclamer nombre de catégories de citoyens et parce qu'il ferait porter sur un petit nombre de propriétaires les sommes à donner aux propriétaires lésés.

D'autre part, a dit M. Viviani, l'article 16 consacre vraiment un principe de justice.

Il veut le prouver.

La loi — par ses articles 14 et 15 — oblige le propriétaire à conserver dans leurs locaux les locataires qui n'ont pas payé. On leur doit une compensation. D'ailleurs, l'Etat paye les locaux qu'il réquisitionne. Il paye les loyers des maisons où il installe des réfugiés ou des blessés. Il en paye la totalité. Or, par la loi, on réquisitionne, en quelque sorte, les locaux des locataires insolvables ; ne doit-on pas une indemnité ?

En accordant cette prime, on évite de nombreux procès ; on évite des incidents regrettables ; on assure l'ordre public, et on ne fait que la justice sans créer de privilège.

— Mais combien coûteront ces indemnités à l'Etat ? demande M. Laval.

Personne ne peut lui répondre. Personne ne le sait.

Alors, M. Laval a réitéré son argumentation, en la faisant plus vive et plus pressante, et M. Beauregard a dit en quelques mots que le système de la répartition était la seule solution possible du débat.

On n'a pas voulu conclure hier ; on discutera encore aujourd'hui.

Avant que cette discussion fût entamée, la Chambre avait voté un amendement de M. Manger élevant de cent francs par enfant les taux des loyers qui, d'après l'article 14, bénéficieront des exonérations.

Au Parlement L'heure légale

Nous avons annoncé que la commission du budget de la Chambre s'était déclarée hostile à la proposition Honnorat tendant à avancer d'une heure l'heure légale. Hier, elle a examiné à nouveau la question. Et elle a adopté une proposition de M. Breton ainsi conçue :

« Jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités, l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911 pourra être mo-

difiée par un décret rendu en conseil des ministres. »

Les travaux parlementaires

La Chambre siège tous les jours, de deux heures à sept heures, et malgré cette soudaine ardeur au travail elle n'épuise pas son ordre du jour.

La conférence des présidents a décidé hier de demander à la Chambre de siéger tous les jours de la semaine prochaine pour terminer — avant les vacances — le projet sur les loyers et le projet sur la culture des terres abandonnées.

Au Sénat La taxation des denrées

Le Sénat avait adopté mardi dernier le texte suivant :

Pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation, peuvent être soumises à la taxation les denrées dont l'énumération suit :

Il s'agit aujourd'hui de dresser la liste de ces denrées. La commission, qui s'était énergiquement prononcée contre le principe même de la taxation, demande aujourd'hui au Sénat de ne tenir aucun compte de ce qu'elle lui a dit. Elle est d'accord avec le gouvernement et prie la haute assemblée de ratifier cet accord, mais elle le fait sans enthousiasme. « Nous ne tenons pas outre mesure à ce que le vin et le cidre ou l'alcool à brûler soient taxés, explique M. Gay, président de la commission. Mais le gouvernement a insisté... Alors, pour lui faire plaisir... »

Il ne s'agit plus, on le voit, de questions de principe. On taxe au petit bonheur, chaque sénateur voulant bien qu'on taxe les produits du voisin, mais pas ceux de son département.

La taxation du sucre, celle du café et celle de l'huile et essence de pétrole sont adoptées. Pour le pain et la viande, le Sénat se réserve. La pomme de terre donne lieu à un débat plus aigre ! Au scrutin public, après pointage, il est décidé qu'elle sera taxée. Le lait sera taxé également, mais le beurre et le fromage échapperont à la taxe. Tant mieux pour eux.

On discutera sur les œufs, la margarine, les graisses, les huiles, les choux, les poireaux, les carottes, les oignons...

A L'HOTEL-DE-VILLE Le Conseil municipal va demander la taxe pour la viande à Paris

La deuxième commission du Conseil municipal a décidé de demander aujourd'hui au Conseil d'inviter le préfet de police à taxer la viande, soit fraîche, soit frigorifiée.

Cette décision qui a été prise sur la proposition de M. Flanquette, est basée sur l'insuffisance des résultats obtenus par la taxe officieuse. D'après les renseignements fournis par le ministre de l'intérieur, 67 pour 100 ne se conformaient pas à cette taxation officieuse.

D'autre part, il a été établi que l'Assistance publique n'avait jamais eu à payer la viande, depuis la mobilisation, avec une majoration dépassant 20 centimes par kilo, alors que cette majoration pour le public a dépassé 100 et 150 0/0.

Ces faits ont tellement impressionné la commission que la décision en question a été votée à l'unanimité.

On peut d'ores et déjà considérer comme certain que le préfet de police suivra les indications du Conseil municipal.

LE CHAMP D'HONNEUR

Lieutenant Muscatelli, du 22^e régiment colonial :

Du 8 au 11 février, a combattu constamment en première ligne. A remplacé pen-

dant un jour et une nuit, en première ligne, les officiers d'une compagnie voisine, mortellement frappés. A contribué puissamment à consolider et à élargir la position conquise. S'est constamment offert spontanément pour les missions les plus dangereuses et n'a cessé, par son exemple, de contribuer grandement au succès de l'opération.

Pitié pour eux !

A vingt-cinq kilomètres du front, dans la ville de Ch...-s.-M..., il y a un asile d'aliénés. Huit cents pensionnaires, tant civils que militaires, y sont actuellement hospitalisés.

Nuit et jour, le canon tonne. Par surcroît, quand il fait beau, « taubes » et « aviatiks » viennent lancer des bombes. Les pauvres fous, déjà surexcités par le grondement continu de la canonnade, entrent alors dans des colères folles ou dans de navrants abattements. Les yeux hagards, la bouche contractée, ils courent à travers l'établissement, en poussant des cris furieux.

N'y a-t-il pas, pour ces malheureux dont la vie n'est plus qu'une grande illusion, ou un abominable cauchemar, d'autre résidence possible ? Il ne manque pas d'établissements dans l'Ouest, dans le Centre et dans le Midi de la France, où on pourrait les recueillir, et où ne s'ajouterait pas à l'horreur de leur état celle de l'ambiance. Qu'on s'imagine l'effet que doit produire sur ces misérables cervelles le bruit des bombes et du canon !

Nous demandons qu'on fasse cesser cette mauvaise et inutile torture. Le spectacle offert par ces aliénés est peut-être très « Grand Guignol », il n'est pas digne de nos principes d'humanité.

LE REGNE DE LA METALLURGIE

Ne nous plaignons pas trop. Ce n'est pas seulement sur la presse que la Métallurgie exerce sa tyrannie ; les industries qui ont affaire à elle sont, tout comme de simples journalières, obligées de s'incliner devant sa toute-puissance.

Voici, en effet, l'extrait significatif d'une lettre adressée par une importante usine de la Haute-Marne à un de ses clients de Paris :

« Quant au prix, nous ne pourrions également pas le déterminer, les Forges refusant de donner à ce sujet aucune indication au moment des commandes. C'est seulement quand elles facturent qu'on est fixé, et les surprises, alors, sont loin d'être agréables. C'est un bouleversement de toute conception commerciale... »

Ce n'est donc pas seulement sur le terrain national, mais aussi dans le domaine commercial que la Métallurgie innove.

Notez ceci : Les enfants des villes bombardées

Une trentaine d'enfants de Pont-à-Mousson, sous la conduite de Mlle Thévenet, secrétaire de l'Œuvre des Colonies de Vacances de l'avenue du Maine, sont arrivés hier à la gare de l'Est.

Ces bambins, qui ont subi les 165 bombardements qui se sont abattus sur la ville depuis le début de la guerre, seront, après un repos d'un jour ou deux passés à la cantine-refuge du V^e 16, rue de l'Abbaye, conduits par les soins de l'Œuvre dans les environs de Blois, où ils resteront jusqu'à la fin des hostilités.

C'est le quatrième convoi de petits Muspingtoniens que l'Œuvre de l'avenue du Maine dirige vers l'intérieur de la France, où elle les place, sous sa surveillance, chez de braves gens qui remplacent les parents restés dans la petite cité lorraine en butte depuis si longtemps à la fureur teutonne.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse soit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

L'Œuvre militaire L'INSIGNE POUR LES RÉFORMÉS

J'ai assisté hier, dans un tramway, à une scène pénible.

Deux dames, dont l'une en grand deuil, sont assises sur les strapontins extérieurs. Un jeune homme monte, l'aspect robuste et vigoureux. Quelques mots prononcés pour demander son ticket dans la langue la plus pure semblent indiquer qu'il est français. La dame en noir le regarde et dit à mi-voix quelques mots à son amie : « C'est tout de même malheureux de voir des hommes jeunes et bien portants à l'arrière quand ceux de quarante-cinq ans et plus se font tuer ! »

L'attaque était trop directe pour que son destinataire puisse se méprendre :

— C'est à moi, madame, que vous vous adressez ?

— C'est à celui qui se sent visé !

Le jeune homme, d'un geste rapide, retroussa sa manche droite, fit sauter le bouton de sa manchette et montra un bras labouré sur une longueur de dix centimètres.

— Ça, c'est un éclat d'obus. S'il m'était loisible de me déshabiller en public, je pourrais vous montrer trois traces de balles dans la poitrine, et les cicatrices de vingt-trois éclats sur d'autres parties du corps. Si vous jugez que tout cela ne justifie pas ma présence à l'arrière, vous êtes plus que difficile, madame : vous êtes féroce !

La dame, confuse, balbutia quelques mots d'excuse et descendit, non sans avoir déclaré que semblables méprises devraient être impossibles et qu'il faudrait donner un insigne spécial aux réformés. Ce fut, dans cette courte et léquable conversation, le seul point sur lequel elle ait eu raison.

Depuis le commencement de la guerre, on réclame cet insigne. Le général Gallieni l'avait promis. Il en avait, paraît-il, proposé la création au Parlement. Le Parlement examinera ça après la guerre, avec la loi sur les pensions et autres questions urgentes. A ce moment-là, quand tout le monde aura réintégré ses foyers, le port de l'insigne sera devenu sans intérêt. C'est maintenant qu'il faudrait donner un signe distinctif aux réformés de toutes catégories. Il est pénible pour ceux qui ont risqué leur vie et sacrifié leur santé, face aux Boches, d'être pris journellement pour des tire-au-flanc et pour des embusqués !

Mortimer-Mégret RÉPONSES

Nous prions nos lecteurs de rédiger leurs demandes de renseignements sous la forme la plus brève et la plus précise, en évitant tous détails inutiles. Les résumer en quelques lignes si possible.

R. M. B. — Etant divorcée, non.

A plusieurs correspondants sur la même question. — La circulaire du ministre de la guerre sur les loyers est non pas un ordre, mais un appel à la loyauté de ceux qui, pouvant payer et n'ayant pas leur situation modifiée par la guerre, s'abstiennent pourtant de le faire. Ils sont nombreux. Les autres aussi. C'est affaire de conscience.

Levin. — Tant que la réclamation n'est pas admise, le percepteur a droit de poursuite allant jusqu'à la saisie. En ce moment, on obtient cependant des délais en les sollicitant.

R. B. — Un an, mais avec contre-visite au bout de trois mois.

LA PHOTOGRAPHIE D'ART

Reutlinger accordé 50% sur le tarif habituel.

24, Boule Montmartre, Paris.

Agrandissements d'après Clichés Amateurs avec toutes transformations artistiques.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du vendredi 14 avril 1916

Les Mystères de Corneville

ou
L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit
PAR
JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE
LES SECRETS
DU DEUXIEME BUREAU

VII
LE GOUT DU MONOCLE

Soudain, ses cheveux se hérissèrent : son regard venait de rencontrer la note suivante aux faits-divers :

INEXPLICABLE DISPARITION. — Une honorable personnalité parisienne, M. P... n'a pas reparu à son domicile depuis avant-hier soir. Il était sorti pour fumer un cigare au parc Monceau. Sa femme et ses deux filles sont dans une inquiétude facile à concevoir. Mme P... attribue cette disparition à un accès de patriotisme commun à beaucoup de Fran-

çais en ces temps de sainte exaltation. Son mari avait tenté vainement de s'engager. Aurait-il gagné l'Algérie pour se faire inscrire, sous un faux nom, sur les contrôles de la Légion étrangère et ne voudrait-il écrire qu'une fois l'engagement signé ? Depuis quelque temps, M. P... était sombre et affectionnait les promenades solitaires dans le bois de Boulogne. A tout hasard, on a commencé des sondages dans le lac. Tout espoir est d'ailleurs loin d'être perdu. Une lettre de l'absent viendra vraisemblablement rassurer une épouse et deux charmantes jeunes filles justement angoissées.

— C'est le bouquet ! se dit M. Perrusset, consterné. Maintenant, le public est au courant. Il attend la suite du drame...

Puis, attendri :

— Ma bonne et sainte femme ! mes filles chéries ! La peine que je vous cause, vous l'attribuez tout de suite au plus noble des motifs... Non ! vous ne savez pas !... Il ne faut pas que vous sachiez, devrais-je rester Burgenstaub jusqu'à la fin de ma triste existence... si je le peux !... C'est égal, le châtimant aura été prompt !

Sa pensée évolua :

— Et Hélène, si elle lit cela ? Quel affolement !... Mais je suis donc maudit !... J'empoisonnerai la vie de tous ceux que j'aime !

Au mur, entre les deux fenêtres, le portrait de Guillaume II semblait rire. Il lui montra le poing :

— C'est toi, cochon, qui es cause de tout ! Et aussi ta Freda Walkenitz, Brinvilliers prussienne qu'on dit ressembler à ton épouse !

Et il pensa à Aline, sa cuisinière, qu'il avait quelquefois rudoyée, et qui se préoccupait tellement de ce que monsieur digérait ou ne digérait pas. Il lui demanda pardon.

Sa force nerveuse était épuisée. Il était une loge. Il se coucha, dormit sans faire de rêves. Il passa une excellente nuit.

VIII LES ANGOISSES DE NUMA CADIGNAC

Une question s'offre souvent à l'esprit de l'auteur dramatique ou du romancier. A quel moment doit-il faire tomber le voile qui cache au public l'une des données de ce problème qu'est une pièce de théâtre ou un roman ?

D'aucuns sont d'avis de laisser le spectateur ou le lecteur le plus longtemps possible dans l'ignorance du plus grand nombre d'inconnues possible, afin de lui permettre d'exercer ses facultés d'hypothèse.

Cette opinion se défendrait si l'auteur promettait de décerner un lapin d'honneur au lecteur qui aura deviné. Un roman n'est pas nécessairement une devinette. Nous préférons toujours, en ce qui nous concerne, mettre le public dans la confiance de certains secrets, du moment qu'ils n'anticipent pas sur le récit.

Nous dévoilerons ainsi dès maintenant les motifs de l'angoisse qui dévorerait le sous-préfet de Corneville. Nous dirons les raisons pour lesquelles il avait demandé et obtenu que ce Burgenstaub, qu'il ne connaissait pas, fût interné, s'ilôt arrêté, au camp de concentration situé dans son arrondissement.

Vers le 8 août, M. Cadignac avait reçu la lettre suivante datée de Sizikon (lac des quatre cantons.)

« Monsieur le sous-préfet,

« Vous ne me connaissez pas. Je vous connais très bien. Je suis allemand, arbitre des masculines-élégances parisiennes, 10 ter, rue de la Paix. J'ai pour nom Burgenstaub. Je suis, pour la Suisse, à la déclaration de guerre, parti. J'y suis toujours. Vous vous dites : « Cet Allemand est en Suisse. Qu'il y reste. » Or, monsieur le sous-préfet, cet Allemand ne peut pas rester en Suisse. Climat à l'air français, je respire mal autre part. Je rentrerai donc en France entre le 10 et le 16 août ; je ne puis fixer, à cause de mes affaires à terminer, etc. »

Et je vous vois, monsieur le sous-préfet, interrompre la lecture de mon honore pour dire : « Je vais la Sureté prévenir. Elle cuillera à la frontière mon très imprudent Burgenstaub. » C'est ce que je veux. Si la police me rait — car enfin on se donne des rendez-vous et on se manque — j'ai l'espérance ferme que je pourrais être arrêté à Paris. J'y mettrais du mien. Mais à con-

dition que vous avertissiez la police ! Me voyez-vous à Paris non arrêté et reconnu par quelqu'un ? Je risque une démolition de figure. Au lieu que j'apprends qu'un camp de concentration est installé à Corneville. Je veux y être interné, en l'air sain de ce beau pays que j'ai traversé souventes fois dans la rapide de Trouville, plage où je vais chaque année. Je déplore même l'interruption passagère de la grande semaine ! Aussi, pourquoi votre nation a-t-elle poussé la Belgique à se ruer sur ma paisible patrie ? D'autres raisons que ma santé m'incitent à revenir en France. Je veux, à la fin de cette guerre qui sera courte, pouvoir reprendre mon commerce à Paris sans être accusé d'avoir porté les armes contre la France. J'ai, d'ailleurs, des amis dans ce camp de Corneville et je serai sous la coupe d'un homme courtois, ami des arts et du beau qui n'est autre que le très gracieux préfet de Corneville à qui j'adresse cette honore très confidentielle. Ne me refusez pas cette cure d'air dans votre camp. Vous ne le ferez pas ! Vous êtes trop tendre de cœur. Et je crois que Mme la préfète de Mesnil-sur-Eure en sait quelque chose.

« Quel joli couple vous faisiez, lorsque vous couriez ensemble les maisons des rues de la Paix et Daunou, où il y a un si joli étalage de chapeaux. »

« Duos à Mesnil-sur-Eure, devant le préfet ; duos sans lui à Paris. Toujours des duos !

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

La journée

Sur le front, aucun événement important. Notre artillerie fait avorter une tentative d'attaque allemande.

La Chambre des députés continue à s'occuper des loyers.

M. von Jagow répond à la note américaine qu'il ne peut rien affirmer à propos du « Sussex » et de l'« Engineer ». Les Alliés déclarent qu'ils connaissent le numéro du sous-marin boche qui torpilla le « Sussex ».

Le Danemark, qui est neutre, a perdu quarante-deux navires depuis le début de la guerre.

Nos amis russes s'approchent de Trébizonde et de la vallée du Tigre.

L'énigme roumaine continue à préoccuper tout le monde. Quelle est la pensée de M. Bratianu ?

Le « Kyrix », journal de M. Venizelos, continue à critiquer la politique de Constantin.

Vou Jagow a répondu

La note que M. von Jagow vient de faire tenir à l'ambassade de Berlin est un tissu maladroit de mensonges et d'inexactitudes. Le procédé de discussion auquel recourt le gouvernement impérial est tellement grossier que les âmes les plus naïves et les mieux disposées refuseront de s'y laisser prendre.

Où, nous avons coulé tous les navires qui ne transportaient pas de citoyens américains, reconnaissent les Allemands. Et ils en font d'autant plus délibérément l'aveu qu'ils savent ne rien risquer, ces torpillages n'attaquant ni l'honneur, ni les intérêts des Etats-Unis. Mais, des qu'il s'agit des deux paquebots qui se trouvaient des compatriotes de M. Wilson, leur tactique change : « Notre enquête n'a pas établi, affirmèrent-ils avec desinvolture, que le Manchester-Engineer ait été torpillé par nous ; quant au Sussex, sa perte n'est certainement pas due à un de nos sous-marins : nous n'avons, ce jour-là, mis à mal qu'un navire poseur de mines, qui ne ressemblait en rien au Sussex. »

Ainsi la méthode est simple : les requins boches opèrent sans gêne, épandent au fond de la mer tous les paquebots qu'ils rencontrent, puis, selon qu'ils aient eu ou non des Américains à bord, ils avouent ou ils nieent avec un égal cynisme. Et ils s'imaginent ainsi pouvoir, jusqu'au bout, continuer leur sinistre comédie sans se mettre à dos le gouvernement fédéral, le seul qu'ils redoutent vraiment entre tous les neutres.

Fort heureusement pour nous, les Alliés sont armés contre ces faux-fuyants. Ils connaissent le numéro du sous-marin boche qui torpilla le Sussex et le nom de l'officier qui commandait les assassins. A la dialectique embarrasée de von Jagow, ils opposeront le fait formel, irrécusable et étayé de la ruse germanique en aura été pour ses frais.

Que va faire M. Wilson ? La Quadruple-Entente — il n'en faut pas douter — a dû le mettre au courant de ce qu'elle sait. Il y a treize fragments de torpille Schwartzkopf recueillis sur le Sussex et que Washington pourra examiner tout à loisir. Il y a aussi les dépositions écrasantes de l'équipage du sous-marin happé le 5 avril dans la Manche. La cause sera donc bien entendue.

Certes, nous n'ignorons pas que le président des Etats-Unis est dans une situation assez difficile. Nous comprenons qu'il veuille ménager l'Ouest et le Sud de la République. Mais nous connaissons assez l'âme américaine pour être sûr que, devant la flagrante évidence des faits, elle n'hésitera plus, à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud.

C. O.

L'énigme roumaine

Bucarest, 12 avril. — Les journaux allemands publient quantité de dépêches tendancieuses présentant comme imminente une crise ministérielle. Déjà, d'après eux, les ministres de l'intérieur, des postes et de la justice seraient démissionnaires, et la Gazette de Francfort parle de l'éventualité d'un duel scandaleux entre le fils du ministre des finances, M. Costinesco, et le leader du parti antisémite à la Chambre, M. Cusa, lequel aurait accusé le ministre des finances de prévarication.

Il faut accueillir avec méfiance ces informations dont l'inspiration se devine aisément. La propagande Wolff cherche à préparer, par cette campagne mensongère, la venue au pouvoir du germanophile Marghiolom. Laissons-la agir et attendons patiemment et tranquillement.

L'armée serbe

Pétrograd, 13 avril. — Dans une interview accordée aux journaux de la capitale, le prince Troubetzkoi, ministre de Russie en Serbie, a fait l'éloge du transport et de la réorganisation de l'armée serbe par les autorités militaires françaises, qui ont su, dit-il, malgré de très grosses difficultés, débarquer une grande partie des troupes du prince Alexandre et les munir de tout ce dont elles avaient besoin.

UN NOUVEAU LORD

Londres, 12 avril. — Lord Bertie, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, a pris possession de son siège hier à la Chambre des lords. Cette formalité a été accompagnée du cérémonial habituel. Lord Bertie a prêté serment et a signé ensuite au registre de la Chambre. Ses parrains étaient lord Sanderson et lord Ribblesdale.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Une nouvelle note allemande

M. von Jagow déclare : « La question du « Sussex » est très compliquée »

Genève, 13 avril. — Voici, d'après une dépêche de Berlin, le texte de la note remise par M. von Jagow à l'ambassade des Etats-Unis à Berlin au sujet des attaques contre le Sussex et d'autres navires :

Le soussigné a l'honneur de faire savoir à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique que, relativement aux vapeurs Sussex, Manchester-Engineer, Englishman, Berwin-Vale et Eagle-Point, tous les cas en question ont été soumis à une enquête approfondie.

Un vapeur, qui était peut-être le Berwin-Vale, a été découvert le 16 mars au soir en vue du phare Bullroock, sur la côte irlandaise, par un sous-marin allemand ; il fut invité par un coup d'avertissement à s'arrêter ; mais il ne tint aucun compte de cet avertissement, éteignit ses lumières et tenta d'échapper. Il fut alors bombardé jusqu'à ce qu'il s'arrêta. Après que l'équipage eut gagné les canots et eut le temps de s'éloigner, le navire fut coulé. Le nom de ce navire n'a pas été établi ; mais on peut accepter l'identité donnée. L'assertion que le vapeur Berwin-Vale a été torpillé sans avertissement serait dans ce cas en contradiction avec les faits.

Le vapeur Englishman a été invité par un sous-marin allemand à s'arrêter, le 24 mars, à environ 20 milles marins à l'ouest d'Islay, par deux coups d'avertissement ; mais il continua sa route sans s'inquiéter de l'ordre donné. Il fut alors poursuivi assez longtemps, bombardé par le sous-marin et, finalement, obligé à s'arrêter. Après que le commandant allemand se fut assuré que l'équipage avait embarqué dans les canots et s'était éloigné, il fit couler le navire.

Dans le cas du vapeur Manchester-Engineer, l'enquête n'a pas pu établir jusqu'à présent si l'attaque devait être attribuée à un sous-marin allemand. Il serait donc à désirer que des données exactes sur le lieu, l'heure et les circonstances de l'attaque fussent fournies, afin de permettre à l'enquête d'arriver à des conclusions.

Le vapeur Eagle-Point a été rencontré le 23 mars, dans la matinée, à environ 100 et non 130 milles marins de la côte sud-ouest d'Irlande par un sous-marin allemand et fut invité par un signal et un coup d'avertissement à s'arrêter ; il continua néanmoins son voyage. Il fut alors bombardé jusqu'à ce qu'il s'arrêta. Après que le commandant se fut convaincu que les canots mis à la mer avaient largué les voiles et s'étaient éloignés, il fit couler le navire. Au moment du torpillage, régnaient un vent nord-ouest, d'une force de deux mètres à la seconde, et non pas un vent de tempête, un léger brouillard et non pas une mer chargée. Les canots pouvaient d'ailleurs être facilement recueillis.

La question de savoir si le vapeur Sussex, faisant le service du canal, a été endommagé ou non par un sous-marin allemand est très compliquée par le fait qu'aucune indication exacte n'a été fournie sur le lieu, l'heure et les circonstances du torpillage et que nous n'avons pas pu obtenir une reproduction de ce navire. C'est pourquoi il a fallu chercher dans les entreprises faites le 24 mars entre Folkestone et Dieppe.

Il a été établi que le 24 mars, vers le milieu du canal de la Manche, une longue embarcation noire sans pavillon, avec une cheminée grise et un petit pont gris, ainsi que deux grands mâts, a été atteinte par un sous-marin allemand. Le commandant allemand a eu la conviction absolue qu'il se trouvait en présence d'un navire de mines de la nouvelle classe anglaise Arabis. Il fut conduit à cette conviction par la structure de guerre de ce bâtiment, par sa couleur, sa grande vitesse et par la route qu'il suivait, qui n'est pas celle suivie ordinairement par les vapeurs marchands. C'est pourquoi il attaqua le navire à 3 h. 35 de l'après-midi. La torpille provoqua à l'avant du navire une si violente explosion que tout l'avant fut détruit jusqu'au pont. L'explosion, particulièrement violente, laisse conclure avec certitude que de grandes quantités de munitions se trouvaient à bord. Le dessin du navire fait par le commandant du sous-marin allemand a été comparé avec une image du Sussex donnée par un journal anglais. La comparaison montre que le Sussex ne peut pas être identifié avec le navire attaqué. Aucune autre attaque ne s'est produite à l'heure et à l'endroit en question. C'est pourquoi le gouvernement allemand admet que la perte du Sussex est due à une autre cause.

Pour éclairer la question, on peut rappeler que, dans les deux seules journées des 1^{er} et 2^e avril, 26 mines anglaises ont été coulées par des navires de guerre allemands. D'ailleurs, toute cette région de la mer est rendue dangereuse non pas par les torpilles, mais par les mines flottantes. Cette région est rendue encore plus dangereuse après de la côte anglaise à cause des mines allemandes placées par les navires de guerre ennemis.

Le gouvernement allemand demande des renseignements plus précis pour éclairer son enquête et se déclare prêt, le cas échéant, à soumettre ces questions à une commission mixte d'enquête, conformément à la convention de La Haye.

DE JAGOW.

Les derniers torpillages

Londres, 13 avril. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais Robert-Adamson, de 3.000 tonnes, a été torpillé et coulé. L'équipage a été sauvé.

Le vapeur Argus, de 3.600 tonnes, a été torpillé le 11 courant. Ce bâtiment n'était pas armé.

Barcelone, 13 avril. — Le vapeur Villona est arrivé ce matin avec cinq officiers et vingt et un marins du vapeur anglais Argus, torpillé par un sous-marin allemand. On ignore le sort du reste de l'équipage.

Le vapeur Mallorca, venant de Palma, est également arrivé. Il avait recueilli ce matin en mer l'équipage du vapeur anglais Orlok-Head, qui avait également été torpillé.

Différence de traitement

Las-Palmas, 13 avril. — La malle de Barcelone, Jaime-II, a rencontré en cours de route des barques contenant des naufragés du vapeur français Vega, matriculé à Marseille et venant de Bahia (Brésil), d'après la déclaration du capitaine.

Le Vega avait rencontré un sous-marin qui venait de couler un vapeur anglais de 10.000 tonnes et un voilier russe.

Le commandant du sous-marin a déclaré au capitaine, par l'intermédiaire d'un interprète, que, si au lieu d'un navire français, il s'était agi d'un bâtiment anglais, le torpillage aurait eu lieu sans avis préalable.

Le commandant annonce qu'il donnait quelques minutes à l'équipage pour se sauver, après quoi il lança une torpille et tira deux coups de canon qui ont coulé rapidement le Vega.

Ce dernier était le bâtiment qui avait

EN AUTRICHE-HONGRIE

Y a-t-il une crise ministérielle ?

Londres, 13 avril. — On mande de Budapest au Morning Post :

« La crise ministérielle hongroise est toujours pendante. François-Joseph hésite à sacrifier le comte Tisza aux projets économiques allemands ; il sait que les principes fondamentaux de l'Empire pourraient être ébranlés, aussi cherche-t-il à trouver un compromis. »

« Il est peu probable qu'il y réussisse, le comte Tisza étant déterminé à s'opposer au Zollverein. »

« François-Joseph sait que personne n'oserait prendre le poste du comte Tisza et que cela causerait une impression déplorable sur diverses nationalités de l'Empire qui déduiraient de cette retraite que l'ère du régime militaire est arrivée. »

« Si donc le comte Tisza reste, c'est que l'Empereur-Roi abandonne l'idée du Zollverein. Sinon, cela signifiera que la Hongrie sera désormais gouvernée par des généraux allemands. »

La flotte commerciale turque

n'existe presque plus

Pétrograd, 13 avril. — D'après des nouvelles de source allemande, les cinq sixièmes des bateaux de commerce turcs qui font le service de cabotage des côtes de l'Asie-Mineure ont été détruits par les navires de guerre russes de la mer Noire. Ce qui reste de la flotte de commerce turque se trouve à Constantinople, et lorsqu'on veut faire sortir un navire, on doit lui donner un équipage militaire. Les marins non militaires refusent de continuer un service rendu aussi dangereux par les destroyers russes.

Un envoyé du Pape en Suisse

Berne, 13 avril. — Mgr Marchetti, chambellan du pape, accompagné d'un aumônier militaire suisse, est arrivé à Interlaken pour visiter les soldats français hospitalisés dans l'Oberland bernois.

Les Boches nient l'existence

de nos gros canons

La presse allemande s'efforce d'apprendre, comme l'ont annoncé les journaux français, que la France a construit des pièces de gros calibre et elle s'empresse de déclarer que notre industrie ne peut construire de tels canons.

Cette affirmation gratuite et assez comique est évidemment destinée à rassurer l'opinion allemande, qui a une confiance éperdue dans la grosse artillerie de l'Empire et qui ne peut qu'être fâcheusement impressionnée en apprenant que la France possède un armement qui ne le cède en rien à celui de l'Allemagne.

ESSAD PACHA A L'ÉLYSÉE

Essad pacha a été reçu par le président de la République. Il lui a été présenté par M. de Fontenay, ministre de France en Albanie, et M. Krajewsky, délégué français à la commission du contrôle d'Albanie. Le président du gouvernement d'Albanie s'est montré profondément touché de l'accueil qui lui fut fait et, lorsque M. Poincaré lui remit les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur, le pacha le remercia en lui disant qu'il espérait bien que le moment était proche où il se rendrait encore plus digne de l'insigne honneur que la France venait de lui faire.

Les Spectacles JUBOL

Get après-midi :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Au bénéfice du Comité d'Assistance en Alsace-Lorraine, répétition générale de « Les Rançons » (opéra) ; danses et chœurs d'Alsace ; le Chant du Départ, la Marseillaise.
ODÉON. — 4 h. — Premier concert à Festival Fauré, avec MM. Gabriel Fauré, Lucien Capel, André Héking, R. Pélain, Mme Croiza, Mlle Micheline Kahn.
BOUFFES-PARIISIENS. — Lundi prochain, Potash et Permuter, comédie-bouffe en 3 actes, adaptée de l'anglais par Mme John N. Raphael, avec Max Dearly, Arquiillère et Madeleine Cartier.
Ce soir :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. 30. — Les Rançons.
ODÉON. — 8 h. — Fédora.
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.
GYMNASE. — 8 h. 45. — Le Rubicon.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Naïstie.
TH. SARAH-BERNHARDT. — Relâche.
GAIÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Petit Café.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTES-SAINTE-MARTIN. — 7 h. 45. — La femme nue.
TH. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace.
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nôbo.
ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Théodore et Cie.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
CHATELET. — Relâche.
NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.
APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface.
TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Traviata.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — La Parisienne.
OPÉRA. — 8 h. 30. — Une Aventure de Mme Favart.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 15. — Mayol et sa troupe.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CÉLÉSTES. — Relâche.
DIJONNET. — 8 h. 30. — Panachot gendarme.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 30. — C'est Maous Poilpoil.
GAITE-ROCHECHOUART. — Non ? Si... (revue).
VEUVEVOD. — 8 h. 30. et à 8 h. 15. — On en met 1 (Drenem).
BO-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lycée de jeunes Filles.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — J'ai tendis mon poing.
TH. DES DEUX-MASQUES. — Relâche pour répétitions.
LA TIGRE QUI CHANTE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.
OMNIA PATHÉ. — Pendant la bataille. Les Mystères. La goëlette « La Panthère ». Actual. militaires.
Electric Palace, 5, bd des Italiens. — Vues militaires. Charlot ministre par amour. Comique américain.
Le gérant : ANTOINE KLEINMANS.

Imprimerie WELLS et ROSE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LE DROIT DES NEUTRES

Les pertes de guerre du Danemark

Londres, 13 avril. — Selon une dépêche de Copenhague à l'Exchange Telegraph, quarante-deux navires danois ont été coulés par des mines ou par des sous-marins allemands depuis le début de la guerre. La valeur de ces navires est évaluée à 16 millions de francs et celle des cargaisons à 25 millions. 87 hommes ont trouvé la mort dans ces naufrages.

Communiqué belge

Faible activité d'artillerie en différents points du front, à part vers Dixmude et Reninghen où le bombardement a été plus vif.

Communiqué anglais

Londres, 12 avril. — Hier soir, près de Richbourg-L'Avoué, nous avons exécuté avec succès une petite incursion dans les tranchées allemandes. Nous avons tué une dizaine d'ennemis. Hier soir, à l'est de la route d'Ypres-Pillem, les Allemands ont pris pied dans nos tranchées, mais ils en ont été rapidement chassés. Repousés dans deux autres attaques, ils ont laissé environ vingt-cinq morts devant nos tranchées et trois prisonniers. Nous avons bombardé aujourd'hui les tranchées allemandes de cette région.

Activité considérable de l'artillerie, aujourd'hui, au nord-ouest de Wytschaete. Quelques canonnades dans les parages de Souchez, Carency, Calonne.

En arrière de Saint-Eloi violente canonnade allemande, mais petite canonnade sur le front et les entonnoirs.

Il est aujourd'hui établi que, la semaine dernière, les Canadiens ont infligé dans ces parages de fortes pertes aux Allemands.

Communiqué russe

Front occidental
Pétrograd, 13 avril. — Après une préparation d'artillerie, les Allemands ont tenté d'approcher d'un secteur de la tête de pont d'Iskul ; ils ont été repoussés par notre feu.
Sur le front des régions de Jacobstadt et de Dvinsk, duel d'artillerie.

A l'ouest du lac de Narotch, le 12 avril à six heures du soir environ, l'ennemi a canonné violemment nos positions ; peu après, il s'est avancé du côté du village de Lokrita par petits groupes d'abord, et en fortes colonnes ensuite. Le feu de notre artillerie a dispersé les Allemands qui se sont repliés sur leurs tranchées.

Front du Caucase
Des tentatives turques pour reprendre des secteurs importants du front qui leur ont été dernièrement enlevés, ont échoué complètement.
Au cours d'une lutte, l'ennemi a employé un liquide spécial empoisonné dont il a arrosé nos tranchées.

Communiqué italien

Rome, 13 avril. — Dans la vallée du Ledro, pendant la nuit du 11 au 12 avril, l'ennemi, par une attaque violente et soudaine a réussi à faire irruption dans les parties de tranchées occupées par nous sur le Monte-Sperone.

Le soir du 12 avril, après une intense préparation d'artillerie, nos troupes ont contre-attaqué et ont réussi, après une lutte acharnée, à reconquérir ces positions et à réaliser de nouveaux progrès sur les roches du Monte-Sperone.

Dans la vallée de Sugana, dans de petites et brillantes rencontres, notre infanterie a pris à l'ennemi vingt-deux prisonniers, dont deux officiers.
Dans le bassin de Plezzo, durant la nuit du 12 avril, l'adversaire a assailli en forces nos positions de Ravallaz.
Arrêté d'abord par notre feu, il a été ensuite contre-attaqué et repoussé.

Une tentative de l'ennemi de faire irruption sur Javroek, a subi le même sort.
Sur le Carso, nos hardis détachements se sont approchés des tranchées ennemies entre San-Michele et San-Martino, les ont bouleversées à l'aide de bombes et de tubes explosifs.

Sur tout le front, les duels d'artillerie continuent. Notre tir a provoqué de nouveaux et graves dommages dans le fort de Luserna et a causé des incendies dans la zone de Caldanzano ; notre canonnade a dispersé, en outre, une colonne ennemie dans la vallée de Lepenja (Isongo).

JUBOL
Éponge et nettoie l'intestin,
Évite l'Appendicite et l'Entérite,
Guérit les Hémorroïdes,
Empêche les excès d'embonpoint,
Régularise l'harmonie des formes.



L'ARGUS, 37, rue Bergère, demande jeunes gens et jeunes filles de 12 à 14 ans pour petits travaux bureau (confection d'adresses, découpage et collage de journaux). Gain immédiat de 40 à 50 fr. suivant capacités. Se présenter : Argus de la Presse, 37, rue Bergère, le matin avant 8 h. 30.

Pharmacie de Famille
Hygiène - Toilette
GOMENOL
Puissant Antiseptique Général
INOFFENSIF, CALMANT et CICATRISANT
Souverain contre toutes les infections, inflammations et suppurations quel qu'en soit le siège,
Brûlures, plaies, abcès, coliques, dysenterie, rhumes, catarrhes, maux de gorge, cors, etc.
Crevasses - Engelures - Gelures
LES PRODUITS DU GOMENOL
sont dans toutes les Pharmacies. Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

HÉPATIQUES
Un Grain de Vals tous les 2 ou 3 jours au repas du soir régularise les fonctions digestives.

A Verdun

Écoutez la voix d'un technicien étranger, appartenant à celui de tous les pays neutres que l'Allemagne a le plus longtemps ébloui et médusé, l'Espagne. L'avis du critique militaire du Nuevo Mundo est précieux à recueillir :

Derrière ces canons, il y en a d'autres, et d'autres encore, en lignes successives, lesquels, muets et cachés, attendent leur heure d'entrer en jeu. Et, derrière ces lignes, ébranlées encore à la bataille, il y a Verdun, le grand splanx d'acier, dont les carrefours, les édifices et les souterrains gardent un terrible et mortel secret. Et, derrière Verdun, quarante kilomètres de tranchées occupées par d'excellentes troupes et défendues par une artillerie excellente, fermement encore le chemin de cet irrédentable et inaccessible cœur de la France, vers lequel préférait vainement s'ouvrir un passage, à force de mitraille et d'hommes, le désespoir tragique et insensé du colosse allemand.

Que nous manque-t-il ?

L'arsenal français fonctionne à plein jour et nuit ; chefs et soldats sont à la hauteur, que nous manque-t-il donc pour vaincre, demande M. Henry Bérenger (Paris-Midi) :

Ce ne sont pas les effectifs qui nous manquent. Tout le monde sait, en effet, que nos vingt-neuf classes mobilisées représentent plus de quatre millions d'hommes et que nous en avons plus de deux millions et demi sur le front de feu, entre Dunkerque et Belfort. D'ailleurs, l'envoi de l'armée Serrail à Salonique n'a-t-il pas démontré que notre haut commandement jugeait ses effectifs plus que suffisants en France.

N'étant ainsi à court ni des armes, ni des hommes nécessaires, que pourrions-nous manquer pour libérer promptement notre territoire et chasser les Boches hors de nos départements souillés par eux depuis dix-neuf mois ? Je ne le sais pas plus que vous, mais, si je le savais, je ne vous le dirais pas, car ce serait le secret du génie qui forcera la victoire !

Le haut commandement

Faut-il le rejurer ? le laisser intact ? le contraindre à « forcer le destin » ? Après l'échec d'Accombray, le pondéré Maginot, l'incohérent Homme enchaîné, le sage Capus se prononce à son tour. Sa plus décisive certitude est faite, avoue-t-il, d'ignorance et d'humilité :

« Quand on veut « infuser du sang jeune » au commandement, ce ne peut être que pour une œuvre nouvelle de l'action. D'ailleurs, on ne s'en cache pas. »

Méthode nouvelle ? Prétend-on imposer l'offensive à de jeunes chefs et aux anciens s'ils en jugent autrement ? Et, si les chefs que vous avez choisis y échouent, vous les changez donc une troisième fois au nom de la tradition révolutionnaire, vous imaginant que ce sont les meilleures conditions du succès final ? Personne n'est qualifié pour substituer une hypothèse personnelle au secret enchaînement des faits.

Le rajoinissement

des cadres médicaux

Le Rappel nous explique que, si la camaraderie rend malaisé le rajoinissement des cadres dans le haut commandement, elle empêche formellement dans le corps médical. Diafoirus y soutient toujours M. Durgon :

La camaraderie dans l'armée a un caractère en quelque sorte obligatoire : elle pèse toujours sur les décisions des chefs. Dans le corps médical notamment, il existe une sorte de déontologie professionnelle au nom de laquelle un médecin ne se résoudra jamais à condamner à une retraite prématurée un camarade et d'impuissance fonctionnelle avérée. Est-ce un bien, est-ce un mal, je ne saurais le dire, mais cela est dans le sang ; toutes les foudres de l'olympie parlementaire n'y changeront rien.

Fraternité anglo-française

M. Clemenceau (Homme enchaîné), réservant les boutades de son humeur acariâtre à ses compatriotes, est tout sucre et miel quand il parle des Anglais :

M. Asquith est de ces hommes d'Etat, trop rares aujourd'hui, qui ne parlent que pour dire, et bien que l'idée lui soit venue d'adresser aux Français la réponse que le discours de M. de Bethmann-Hollweg lui parut appeler, on ne peut que redire, quand tout a été dit, il a redit excellemment, et ses paroles ne pourront manquer de produire la plus favorable impression parmi nous.

De ce nouvel état du problème européen, et même mondial, le roi d'Angleterre a fort bien marqué le point de départ, lorsqu'il a hardiment proclamé son espoir « d'une alliance de toujours » entre nos deux pays. Nos parlementaires n'ont pas hésité, de l'autre côté du détroit, que cette haute parole de noble prévision, ils auraient encore mérité la gratitude de tous.

Le peuple britannique n'a pas moins besoin que nous-mêmes de méditer la belle parole de son roi. Il faut le concours de chacun pour ce nouveau miracle. La désagrégation de l'Europe libératrice serait la revanche de l'oppression. Après les victoires anglo-françaises de la guerre, il nous restera des victoires anglo-françaises à remporter dans la paix.

Le revirement

de la Social-Démocratie

M. Daniel Blumenthal, ancien maire de Colmar, ancien député au Reichstag, oppose (Petit Journal) à la force morale de l'union sacrée française le malaise et les dissensions qui traquent la mécanique allemande. Et il signale l'évolution significative de la Social-Démocratie :

Tous les dirigeants de la social-démocratie, les Liebknecht, les Haase, les Bernstein, au même titre que les Sudekum et les Schiedemann avaient été unanimes, au début, à entraîner le peuple allemand dans le plus prompt conflit déchaîné sur l'Europe, en promettant à leurs électeurs ouvriers un immense bien-être. Ils ont tous commis la même faute de compter les masses populaires à une guerre de conquête et de pillerie qu'ils n'avaient pas prévue autrement que victorieuse. Or, voici venue l'heure du désenchantement.

Pour qu'une partie notable d'entre eux se soit rangée délibérément, à l'appel de Haase, dans l'opposition, en faisant entendre un élément soupirant assez doux à nos oreilles, mais souverainement injurieux à l'adresse du gouvernement et de la majorité du Reichstag, il leur faut qu'ils sentent vraiment que la partie est perdue, qu'il est temps, en faisant amende honorable, de se concilier le pardon des masses populaires.